



PREFECTURE DE LA SAVOIE

Direction départementale
de la cohésion sociale
et de la protection des populations

Service protection et santé animales
et installations classées
pour la protection de l'environnement

ARRETE PREFECTORAL portant mise en demeure

Société BETON VICAT
Communes de Saint-Martin-La-Porte et Montricher-Albanne

LE PREFET DE LA SAVOIE
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.514-5, L.171-7, L.171-8, L.172-1 et L.511-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les rubriques 2510-1 (« Exploitation de carrières ») et 2515-1.c) (« Installations de traitement ») ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 février 1996 portant autorisation à la société Béton Contrôle Carrières d'exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives calcaire sur le territoire des communes de Saint-Martin-La-Porte et de Montricher-Albanne ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 octobre 1996 actant le changement d'exploitant, la société Béton Rhône Alpes s'étant régulièrement substituée à la société Béton Contrôle Carrière ;

VU le changement de dénomination sociale depuis le 1^{er} janvier 2012 de la société Béton Rhône Alpes en Béton Vicat, filiale du groupe Vicat ;

VU le dossier de demande d'autorisation de renouvellement et d'extension pour l'exploitation de la carrière « Calypso » située sur les communes de Saint-Martin-La-Porte et de Montricher-Albanne déposé par la société Granulats Vicat en mars 2017 et complété en avril 2018 ;

VU le rapport de visite de l'inspecteur des installations classées du 16 octobre 2018 établi suite à la visite d'inspection du 17 mai 2018 et transmis à l'exploitant par courrier du 16 octobre 2018 conformément aux dispositions des articles L 171.6 et L541-5 de code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant présentées par courrier du 8 novembre dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 23 février 1996 autorisait l'exploitation de la carrière jusqu'en 2011 et que donc l'autorisation d'exploiter est échue ;

CONSIDÉRANT que les activités de concassage et de transit de matériaux, ne sont plus autorisées par l'arrêté préfectoral du 23 février 1996 ;

CONSIDÉRANT les nuisances potentielles de bruit et de poussière sur l'environnement causées par les activités de concassage et de transit de matériaux ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit justifier de la mise en sécurité du site par rapport aux intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis d'attestation de garantie financière prévue à l'article L 5169-1 du code de l'environnement, destinées à assurer la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, et la remise en état après fermeture ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement stipulant que « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

SUR proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1 :

La société Béton Vicat dont le siège social est : 4 rue Aristide Bergès – BP33- 38081 L'isle d'Abeau Cedex, est mise en demeure de régulariser la situation administrative des installations de la carrière « Calypso » située lieu dit « le clou » sur le territoire des communes de Saint-Martin-La-Porte et de Montricher-Albanne, sous 1 mois soit en déposant un dossier de régularisation des activités du site, soit en cessant l'activité.

Article 2 :

La société Béton Vicats est mise en demeure, pour les installations de la carrière « Calypso » située lieu dit « le clou » sur le territoire des communes de Saint-Martin-La-Porte et de Montricher-Albanne, de respecter les dispositions de l'article L512-17 du code de l'environnement qui stipule que « *Lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. dans un délai de 1 mois.*

L'exploitant prendra toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension et notamment avec :

- l'interdiction au public de l'accès au carreau inférieur de la carrière ;
- l'interdiction de l'accès au bâtiment de l'ancien four à chaux ;
- la vérification d'absence de risques sanitaires liés à l'amiante au niveau de l'ancien four à chaux ;
- la vérification de la stabilité du bâtiment.

Article 3 :

La société Béton Vicats est mise en demeure, pour les installations de la carrière « Calypso » située lieu dit « le clou » sur le territoire des communes de Saint-Martin-La-Porte et de Montricher-Albanne, de respecter les dispositions de l'article L516-1 du code de l'environnement en fournissant une attestation de garantie financière sous un délai de 1 mois.

Article 4 :

Les délais impartis dans le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

Si à l'expiration des délais fixés la mise en demeure n'a pas été respectée, il pourra être fait application des mesures prévues à l'alinéa 4 de l'article L,171-7 et des sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 5 :

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de Saint-Martin-La-Porte et de Montricher-Albanne.

Chambéry, le **03 DEC. 2018**

Le préfet



Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

